

Audience publique du 12 janvier 2017

Recours formé par
Monsieur et consorts,,
en présence de la société anonyme
contre l'arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013 portant approbation des plans des parcelles
sujettes à emprise et du tableau de l'emprise identifiant les propriétaires à exproprier en vue
des travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg

JUGEMENT

Vu la requête, inscrit sous le numéro 35832 du rôle et déposée le 9 février 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Georges Krieger, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, agriculteur, de Monsieur, agriculteur et de Madame, demeurant tous à L-..... ainsi que de Monsieur, agriculteur et de Monsieur, demeurant tous les deux à L-....., tendant à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013 portant approbation des plans des parcelles sujettes à emprise et du tableau de l'emprise identifiant les propriétaires à exproprier en vue des travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick Muller, en remplacement de l'huissier de justice Carlos Calvo, demeurant à Luxembourg, du 10 février 2015, portant signification de ce recours à la société anonyme, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, établie et ayant son siège social à L-.....;

Vu la constitution d'avocat déposée au greffe du tribunal administratif le 23 février 2015 par Maître Christian Jungers, assisté de Maître Henri De Ron, avocats à la Cour, inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme, préqualifiée ;

Vu la constitution d'avocat déposée au greffe du tribunal administratif le 11 mars 2015 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réponse déposé le 7 mai 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Christian Jungers, au nom de la société anonyme, lequel mémoire fut notifié en date du même jour par acte d'avocat à avocat aux mandataires de Monsieur et consorts et de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réponse déposé le 11 mai 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Patrick Kinsch, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, lequel mémoire fut notifié en date du 8 mai 2015 par acte d'avocat à avocat aux mandataires de Monsieur et consorts et de la société anonyme ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 2 juin 2015 par Maître Georges Krieger au nom de Monsieur et consorts lequel mémoire fut notifié en date du même jour par acte d'avocat à avocat aux mandataires de la société anonyme et de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 24 juin 2015 au nom de la société anonyme, lequel mémoire fut notifié en date du même jour par acte d'avocat à avocat aux mandataires de Monsieur et consorts et de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le mémoire en duplique déposé le 2 juillet 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Patrick Kinsch, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg lequel mémoire fut notifié en date du 6 août 2015 par acte d'avocat à avocat aux mandataires de Monsieur et consorts et de la société anonyme ;

Vu les pièces versées et notamment l'arrêté grand-ducal critiqué;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Sébastien Couvreur, en remplacement de Maître Georges Krieger, Maître Brice Olinger, en remplacement de Maître Patrick Kinsch, et Maître Henry De Ron, en remplacement de Maître Christian Jungers, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 1^{er} février 2016.

Par arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013, publié le 3 octobre 2013 au Mémorial A, n°178, furent approuvés les plans des parcelles sujettes à emprise et le tableau de l'emprise identifiant les propriétaires à exproprier en vue des travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg. Ledit arrêté dispose que :

*« Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Vu la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;
Vu la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;
Notre Conseil d'Etat entendu;*

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvés les plans des parcelles et le tableau des emprises relatifs aux travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg. Le tableau de l'emprise figure à l'annexe du présent règlement. Le plan des parcelles sera tenu à la disposition des intéressés au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, département des travaux publics, conformément à l'article 12, alinéa 2, de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 2. Les parcelles de terrain dont l'emprise est nécessaire à l'exécution de ces travaux, définis à l'article 1^{er}, seront, en tant que de besoin, expropriées conformément aux dispositions afférentes de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique à la demande de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. La prise de possession des parcelles visées doit être réalisée dans un délai de cinq ans. (...) ».

Par requête, déposée le 9 février 2015 au greffe du tribunal administratif Monsieur, Monsieur , Madame, Monsieur et Monsieur, désignés ci-après par « les consorts », propriétaires,- respectivement locataire fermier en ce qui concerne Monsieur- des parcelles inscrites au cadastre de la Ville de Luxembourg, section ... , sous les numéros (anciennement), (anciennement), (anciennement), (anciennement), ainsi que des parcelles inscrites au cadastre de la commune de, section A, sous les numéros (anciennement) et (anciennement) ont introduit un recours tendant à l'annulation dudit arrêté grand-ducal.

• Quant à la compétence du tribunal administratif pour connaître du recours sous examen

En application d'une lecture combinée des articles 2 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, désignée ci-après par « la loi du 7 novembre 1996 » et de l'article 23 de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique désignée ci-après par « la loi du 15 mars 1979 », la société anonyme tierce intéressée,, désignée ci-après par « la société anonyme », soulève l'incompétence du tribunal administratif pour connaître du recours introduit par les consorts au motif que le dépôt de l'arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013 au greffe du tribunal d'arrondissement le 16 janvier 2015 aurait « *fait basculer* » la compétence vers les tribunaux judiciaires.

L'Etat souligne, dans le cadre de son mémoire en réponse, que les consorts auraient développé deux types de moyens d'annulation, à savoir, d'une part, ceux relatifs à un prétendu non-respect de la procédure d'expropriation et, d'autre part, ceux relatifs à la prétendue irrégularité de la déclaration d'utilité publique de l'expropriation et à l'existence d'un détournement de pouvoir, respectivement d'un détournement de procédure. Il fait valoir que seul le contrôle de la légalité de la déclaration d'utilité publique relèverait de la compétence du tribunal administratif tandis que le volet du recours relatif au non-respect de la procédure d'expropriation échapperait à sa compétence.

Il y a lieu de souligner, à titre préliminaire, que les personnes dont la propriété est concernée par une procédure d'expropriation, disposent essentiellement de deux moyens juridiques pour s'opposer à la mesure d'expropriation. Elles peuvent, d'une part, dans le cadre de la procédure visant directement leur expropriation, introduite par assignation devant le tribunal d'arrondissement conformément à l'article 24 de la loi du 15 mars 1979, critiquer la procédure pour les causes indiquées à l'article 27 de ladite loi, qui confère au tribunal le pouvoir de décider que l'action n'a pas été intentée régulièrement, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées et que leur violation a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie qui l'invoque, ou que le tableau des emprises n'est pas applicable à la propriété dont l'expropriation est poursuivie. Le juge judiciaire, appelé à statuer sur la régularité de la procédure d'expropriation, n'a pas à apprécier l'utilité publique d'un travail projeté¹.

¹ Lux. 17 janvier 1979, Pas. 24, 381; M. Schloesser, L'expropriation pour cause d'utilité publique, Feuille de liaison de la Conférence Saint-Yves n° 61, p. 24

Les personnes visées par une expropriation peuvent, d'autre part, à un stade antérieur, depuis l'instauration, par l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996, attaquer l'acte administratif réglementaire déclarant d'utilité publique les travaux projetés et portant approbation des plans des parcelles sujettes à emprise en vue de leur expropriation et le tableau identifiant les propriétaires à exproprier².

Ainsi, l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996 dispose que : « (1) *Le tribunal administratif statue encore sur les recours dirigés pour incompétence, excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre les actes administratifs à caractère réglementaire, quelle que soit l'autorité dont ils émanent.* ».

L'article 23 de la loi du 15 mars 1979 prévoit à son tour qu' : « *A défaut d'accord entre parties, l'expropriant dépose l'arrêté grand-ducal visé à l'article 12, le plan des parcelles et le tableau des emprises prévus à l'article 10 ainsi que les pièces de l'instruction administrative au greffe du tribunal d'arrondissement de la situation des biens, où les parties intéressées pourront en prendre connaissance jusqu'à la fixation définitive de l'indemnité.* ».

La même loi dispose en son article 26 qu' : « *A l'audience indiquée à l'article précédent, le tribunal examine si le tableau des emprises s'applique à la propriété dont l'expropriation est poursuivie.*

Les défendeurs sont tenus de déclarer s'ils acceptent les offres d'indemnité faites par la partie poursuivante; s'ils n'acceptent pas ces offres, ils devront indiquer le montant de leurs prétentions. Ils proposeront en même temps à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'ils croiraient pouvoir opposer.

Aucune nullité pour vice de forme ne peut être opposée que s'il est justifié que l'inobservation de la formalité même substantielle a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie qui l'invoque. Il ne peut être accordé qu'une seule remise.

Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement à l'audience qu'il désigne. ».

L'article 27 de la même loi continue en ces termes : « *Si le tribunal décide que l'action n'a pas été intentée régulièrement, que les formes prescrites par la loi, n'ont pas été observées et que leur violation a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie qui l'invoque, ou que le tableau des emprises n'est pas applicable à la propriété dont l'expropriation est poursuivie, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.* ».

Loin de se recouper, les deux recours sont complémentaires en ce que celui prévu par les articles 23 et suivants de la loi du 15 mars 1979 est destiné à faire contrôler la régularité de la procédure d'expropriation et celui visé à l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996, la légalité de la déclaration d'utilité publique, respectivement des actes administratifs à caractère réglementaire pris en matière d'expropriation, préalable à l'expropriation. L'on ne saurait partant valablement soutenir, dans ce contexte, que la possibilité de s'opposer à l'expropriation devant le tribunal d'arrondissement, dont les pouvoirs en la matière excluent l'appréciation de l'utilité publique, priverait le propriétaire de terrains concernés par une déclaration d'utilité publique, de la possibilité d'attaquer, à un stade préalable, devant le juge administratif, seul compétent en la matière, l'acte administratif réglementaire portant approbation des plans des parcelles sujettes à expropriation et du tableau identifiant les propriétaires à exproprier.

² Cour adm. 23 juillet 1997, n° 10128C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Expropriation pour cause d'utilité publique, n° 2 et l'autre référence y citée, à savoir trib. adm. 7 mai 2003, n° 15453 du rôle.

Il s'ensuit que le contrôle formel de la procédure préliminaire à un acte administratif à caractère réglementaire pris en matière d'expropriation revient au juge civil³. Cette considération est corroborée par l'analyse des travaux préparatoires ayant abouti à la loi du 15 mars 1979. Ainsi, l'article 27 de la loi du 15 mars 1979, dans sa version, telle que proposée par le gouvernement, dans le cadre du projet de loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique⁴ se lisait comme suit : « *Si le tribunal décide que l'action n'a pas été intentée régulièrement, que les formes prescrites par les articles 4 et 12 qui précèdent n'ont pas été observées et que les intérêts de la partie à exproprier ont été lésés, ou que le tableau des emprises n'est pas applicable à la propriété dont l'expropriation est poursuivie, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.* ». Le projet de loi initial limitait partant la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire à la vérification des formes prescrites par les articles 4 et 12 dudit projet de loi disposant que : « *Article 4.- Ces formes [i.e. les formes pour constater l'utilité publique] consistent : 1) soit dans une loi, soit dans un arrêté grand-ducal pris après délibération du conseil de gouvernement, le Conseil d'Etat entendu, lorsque l'expropriation est poursuivie à la demande de l'Etat ; 2) dans un arrêté grand-ducal pris après délibération du conseil de gouvernement et sur avis conforme du conseil d'Etat, lorsque l'expropriation est poursuivie à la demande d'une commune, d'un établissement public ou d'utilité publique ou d'un particulier. (...) Article 12 - Un arrêté grand-ducal approuve le plan parcellaire et en déclare l'utilité publique conformément à l'article 4 qui précède. Le plan mentionné à l'alinéa précédant ne sera pas publié au Mémorial, mais sera tenu à la disposition des intéressés au ministère des travaux publics. Le même arrêté grand-ducal approuve le tableau des emprises mentionné à l'article 10, alinéa 1^{er} et autorise l'expropriant à poursuivre l'acquisition ou l'expropriation des immeubles y renseignés. Il fixe un délai au cours duquel la prise de possession des parcelles visées doit être réalisée. Ce délai ne peut dépasser cinq ans. L'arrêté grand-ducal constate l'accomplissement régulier des mesures préparatoires relatives à l'expropriation sur avis spécial conforme du conseil d'Etat.* ».

Toutefois, dans le cadre de son avis émis le 29 mai 1973 par rapport au projet de loi précité, le Conseil d'Etat a, tout en approuvant « *l'économie générale du projet gouvernemental* », marqué son désaccord quant à la limitation du pouvoir de contrôle attribué aux juridictions judiciaires dans le cadre de la procédure d'expropriation. Il a ainsi indiqué qu'il : « *ne saurait cependant marquer son accord lorsque, voulant innover précisément sur la prédite loi de 1967, le projet abolit tout contrôle, par les tribunaux de l'ordre judiciaire, de la régularité de la procédure d'expropriation dans sa phase administrative, sous prétexte que dans le passé les parties se seraient engagées dans des débats interminables et stériles.* ». Le Conseil d'Etat a encore précisé que : « *En second lieu l'innovation proposée est anticonstitutionnelle comme se heurtant aux dispositions de l'article 95 de la Constitution. Enfin si l'on s'accorde généralement pour admettre qu'il n'appartient pas aux tribunaux de contrôler l'utilité publique de l'opération projetée ou de se prononcer sur la nécessité même de l'expropriation envisagée, doctrine et jurisprudence françaises estiment depuis toujours qu'en matière d'expropriation l'autorité judiciaire doit garder le contrôle tant de l'existence des actes administratifs que celui de leur légalité organique et formelle. La raison évidente en est qu'il faut éviter, ainsi que le projet le relève d'ailleurs, que l'expropriant soit seul juge en la matière.* ». Dès lors, le Conseil d'Etat a conclu que : « *Pour toutes ces raisons, le Conseil d'Etat se prononce contre la solution envisagée et lui préfère celle déjà retenue aux articles 25 et 26 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, en rappelant que ces textes ont été adoptés dans leur*

³ cf. Cour adm. 22 janvier 1998, n° 9647C, 9759C, 10080C et 10276C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Expropriation pour cause d'utilité publique, n° 3 et les autres références y citées.

⁴ Doc parl. n°1732, *Projet de loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique*.

rédaction définitive sur proposition du Conseil d'Etat qui avait insisté pour y voir inscrire le principe général de l'article 173 nouveau du code de procédure civile français, principe qui veut qu'il n'y ait pas de nullité de procédure sans intérêt. ». En conséquence, il a proposé de ne pas limiter le contrôle des juridictions judiciaires aux formes prescrites par les seuls articles 4 et 12 de la loi sur l'expropriation de l'utilité publique, mais de faire porter ce contrôle de manière générale aux formes prescrites par « la loi »⁵. La version de l'article 27, telle que proposée par le Conseil d'Etat, est celle qui a finalement été retenue et qui est entrée en vigueur avec la loi du 15 mars 1979.

Dans ce contexte, il convient encore de signaler que la loi du 15 mars 1979 a été adoptée à un moment où les juridictions de l'ordre administratif n'étaient pas encore créées et où le seul recours ouvert en matière administrative était le recours en annulation devant le comité du contentieux du Conseil d'Etat contre les seules décisions administratives individuelles. Au moment de l'adoption de la loi du 15 mars 1979, l'intention du législateur ne pouvait partant être que celle d'attribuer le contrôle de la régularité procédurale et formelle des actes administratifs pris en matière d'expropriation aux juridictions de l'ordre judiciaire, y compris, d'ailleurs, le contrôle de la question de savoir si les parcelles dont l'expropriation est concrètement poursuivie sont effectivement celles visées par le tableau des emprises.

Dès lors, dans la mesure où le contrôle formel de la procédure préliminaire à un acte administratif à caractère réglementaire pris en matière d'expropriation revient aux juridictions de l'ordre judiciaire, le tribunal administratif est amené en l'espèce à constater qu'il n'est pas compétent pour connaître du volet du recours ayant trait à la violation des formes prescrites par la loi. En d'autres termes, il n'est pas compétent pour connaître de la violation alléguée de l'article 5 de la loi du 15 mars 1979 ayant trait au respect du formalisme d'information des personnes visées par la procédure d'expropriation et à la régularité des opérations de préparation réalisées en vue de l'expropriation en vertu des articles 5 et 7 de la loi du 15 mars 1979, y compris pour connaître des questions soulevées dans ce contexte, relatives à une éventuelle non-conformité dudit article 5 aux articles 1^{er} du premier protocole additionnel de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par une loi du 29 août 1953, désignée ci-après par « la CEDH », 16 de la Constitution ou encore 544 du code civil.

La compétence des juridictions administratives en matière d'expropriation est partant limitée au contentieux ayant trait à la régularité de la déclaration d'utilité publique, question qui en l'occurrence n'est pas litigieuse, ainsi qu'aux questions de savoir si les parcelles visées par le plan parcellaire et le tableau des emprises tombent dans le cadre de la déclaration d'utilité publique de l'expropriation et enfin, dans ce contexte précis, aux questions de fond telles qu'en l'occurrence l'allégation d'un détournement de pouvoir, respectivement un détournement de procédure. C'est dans cette seule optique que le tribunal administratif va procéder à l'analyse du recours sous examen.

• Quant à la recevabilité du recours

Tant la société que l'Etat soulèvent ensuite l'irrecevabilité du recours pour cause de tardiveté. Ils soulignent que les décisions administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique constitueraient des actes administratifs à caractère réglementaire à

⁵ V. doc. parl 1732, p. 2957.

l'encontre desquels le délai du recours contentieux serait de trois mois à partir de leur publication, en application de l'article 16 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, désignée ci-après par « la loi du 21 juin 1999 ». Or, l'arrêté litigieux ayant été publié au Mémorial le 3 octobre 2013, le recours, introduit le 9 février 2015, serait tardif.

Les consorts répliquent que la seule publication au Mémorial de l'arrêté grand-ducal litigieux ne suffirait pas à faire courir les délais de recours, mais qu'il faudrait encore démontrer à cette fin que le demandeur aurait eu connaissance de l'acte attaqué. Cette nécessité découlerait des exigences supérieures tendant à l'exercice d'un recours effectif telles que résultant de l'application combinée de l'article 13 de la CEDH, et de l'article 1^{er} du premier protocole additionnel y relatif visant la protection des biens. Ils se réfèrent, dans ce contexte, à un jugement du tribunal administratif du 7 mai 2003, inscrit au numéro 15453 du rôle. Ils donnent encore à considérer qu'il ne pourrait pas raisonnablement leur être opposé qu'ils auraient dû s'enquérir régulièrement entre le 5 janvier 2011 et le 20 février 2014 si un arrêté grand-ducal les concernant aurait été publié au Mémorial, d'autant plus que les opérations en vue de l'acquisition de leurs parcelles ne se seraient pas déroulées en toute transparence. Enfin, ils précisent qu'ils n'auraient eu connaissance de l'arrêté grand-ducal déféré qu'en date du 16 janvier 2015, lorsqu'ils auraient été assignés en expropriation à la requête de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

La sociétéadmet dans le cadre de son mémoire en duplique que la jurisprudence administrative aurait nuancé l'application des règles de forclusion en matière d'expropriation. Elle se réfère ainsi à un jugement du tribunal administratif du 12 février 2003, inscrit sous le numéro 15331 du rôle, qui aurait retenu que le point de départ du délai d'introduction du recours en annulation prévu par l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996 ne devrait pas seulement être entrevu par rapport à la publication au Mémorial de l'arrêté grand-ducal en question, mais également par rapport à la mise à la disposition du public des plans et listes expressément approuvés par ledit acte administratif à caractère réglementaire. Elle affirme qu'en l'espèce les demandeurs auraient été tenus informés de toutes les étapes de la procédure d'expropriation en cours et ils auraient même consulté le plan parcellaire et le tableau des emprises mis à leur disposition, de sorte que le recours introduit le 9 février 2015, soit bien plus que trois mois après la publication au Mémorial de l'arrêté grand-ducal déféré du 12 septembre 2013 aurait été introduit tardivement.

Le jugement du tribunal administratif du 7 mai 2003 invoqué par les demandeurs a tenu compte de la solution dégagée par la Cour européenne des droits de l'Homme⁶ à propos de faits pertinents similaires à l'affaire dont le tribunal était saisi en 2003 et à ceux dont le tribunal est appelé à connaître dans le cadre de la présente affaire.

Dans le cadre de l'affaire dont la Cour européenne des droits de l'Homme était saisie, le propriétaire d'un terrain traversé par une rivière envisageait de transformer en micro-centrale autonome un barrage hydroélectrique désaffecté et se mit à ces fins en relation avec les autorités compétentes qui, se montrant dans un premier temps favorables au projet, entamèrent cependant par la suite une procédure de classement de la vallée dans laquelle se trouvaient les terrains en question en site pittoresque d'intérêt général devant entraîner l'échec du projet d'installation d'une micro-centrale. Le propriétaire s'engagea dans un échange de courriers avec les autorités dans lesquels il s'opposa au classement de son terrain. Le décret

⁶ Cour européenne des droits de l'Homme 16 décembre 1992, affaire *Geouffre de la Pradelle c/ France*, affaire n° 87/1991/339/412.

portant classement de la vallée fut publié par extrait au journal officiel avec la mention que le texte complet pourrait être consulté à la préfecture compétente.

Un recours contentieux introduit par le propriétaire contre le décret portant classement fut rejeté par le Conseil d'Etat français pour avoir été introduit tardivement. Pour faire échec à la tardiveté de sa requête, le propriétaire avait soutenu que les dispositions réglementaires prévoyant la notification individuelle à certains propriétaires affectés par la mesure, à savoir à ceux appelés à modifier l'état ou l'utilisation des lieux, et la publication au journal officiel sans notification individuelle concernant les propriétaires non appelés à procéder à une telle modification, créeraient une discrimination au détriment de la seconde catégorie de propriétaires en ce que ceux-ci ne disposent pas des mêmes délais de recours que ceux relevant de la première catégorie. Le Conseil d'Etat avait retenu qu'une décision de classement d'un site pittoresque ne présente pas le caractère d'une décision individuelle et que, dès lors, le moyen tiré de ce que le décret violerait les règles relatives à la notification des actes et décisions individuelles serait inopérant.

Le propriétaire débouté s'adressa à la Cour européenne des droits de l'homme en invoquant l'article 6, paragraphe 1^{er} de la CEDH qui garantit à toute personne l'accès à un tribunal. Amené à penser que la décision de classement litigieuse constituait une mesure individuelle, il aurait attendu la notification personnelle du décret litigieux pour saisir le Conseil d'Etat, dont l'arrêt lui aurait appris ultérieurement que le délai de recours avait expiré la veille du jour où le préfet lui communiqua ledit décret.

La Cour rappela que si « le droit à un tribunal » peut donner lieu à des limitations, celles-ci ne sauraient restreindre l'accès ouvert à l'individu d'une manière ou à un point tels que le droit s'en trouve atteint dans sa substance même. Elle souligna que le droit français offrait au requérant la possibilité d'attaquer en justice le décret litigieux, mais elle estima qu'il restait la question de savoir si les modalités d'exercice de ce recours, spécialement quant à la computation du délai à observer, permettaient de sauvegarder l'effectivité de l'accès au tribunal, voulue par l'article 6 de la Convention.

Elle prit acte des déclarations du gouvernement français selon lequel les décisions de classement d'un site comme pittoresque se rangent dans une catégorie d'actes *sui generis*: visant plutôt une zone géographique que les propriétaires eux-mêmes, elles revêtaient, comme les décisions réglementaires, un caractère général et impersonnel, catégorie de décisions pour lesquelles la publication au journal officiel marquerait à elle seule le point de départ du délai de recours.

Elle concéda que la règle de la publicité collective des décisions de classement présente des avantages incontestables en ce qu'elle a pour but d'assurer la stabilité de situations juridiques et d'alléger les formalités de la mise en œuvre de telles mesures, surtout lorsque celles-ci couvrent des parcelles étendues appartenant à un grand nombre de personnes. Elle poursuivit: « *On ne peut cependant que relever, avec le requérant, l'extrême complexité du droit positif, telle qu'elle résulte de la combinaison de la législation relative à la protection des sites avec la jurisprudence concernant la catégorisation des actes administratifs. Compte tenu aussi de la procédure effectivement suivie à l'égard de l'intéressé, qui s'étala sur non moins de deux ans et demi (...), elle était propre à créer un état d'insécurité juridique quant à la nature exacte du décret de classement de la [zone litigieuse] et au mode de calcul du délai du recours.* » (par. 33, al. 1^{er}). Après avoir mis en exergue la multiplicité des modes de publicité prévus par la législation afférente, la Cour souligna qu'en outre, l'opération litigieuse

concernait une superficie limitée et touchait en tout et pour tout huit propriétaires identifiés, le requérant ainsi que les autres propriétaires concernés ayant d'ailleurs été individuellement informés de l'ouverture de la procédure de classement et de celle de l'enquête publique. Elle conclut que ces notifications individuelles *« pouvaient raisonnablement donner à penser à ces derniers que le résultat, positif ou négatif, desdites procédures serait lui aussi communiqué à chacun d'eux sans qu'ils eussent à se plonger, des mois ou des années durant, dans la lecture du Journal officiel. »* (par. 33, al. 3).

Elle conclut que *« bref, le requérant était en droit de compter sur un système cohérent qui ménageât un juste équilibre entre les intérêts de l'administration et les siens; spécialement, il devait jouir d'une possibilité claire, concrète et effective de contester un acte administratif qui constituait une ingérence directe dans son droit de propriété, »*, et retint une violation de l'article 6, paragraphe 1^{er}.

Les similitudes de l'espèce avec le cas exposé ci-avant sont patentées.

En droit, et à l'instar du jugement précité rendu par le tribunal administratif en date du 7 mai 2003, le tribunal est, en l'espèce, amené à constater que le droit luxembourgeois connaît, à l'instar du droit français, une distinction entre les actes administratifs à caractère réglementaire et les décisions administratives individuelles – l'une et l'autre catégorie d'actes étant attaquables devant le juge administratif – avec des modes de publicité différents, engendrant à leur tour des points de départ divergents du délai de recours contentieux, le délai pour les décisions administratives individuelles prenant cours à partir de leur notification individuelle, à condition que celle-ci indique les voies de recours légalement prévues, et celui contre les actes réglementaires prenant cours à partir de leur publication ou, à défaut de publication, de leur notification ou du jour où le requérant en a eu connaissance. – A l'instar des actes de classement comme site pittoresque en droit français, les arrêtés émanant du pouvoir réglementaire luxembourgeois portant approbation des plans des parcelles sujettes à emprise et du tableau de l'emprise identifiant les propriétaires à exproprier, constituent à leur tour des actes administratifs *sui generis* s'appliquant d'une part à une situation donnée, mais étant d'autre part de nature à atteindre un nombre indéterminé de personnes⁷.

Par ailleurs, il se dégage des pièces versées que le comité d'acquisition du ministère des Finances, ainsi que la société anonymeétaient en pourparlers avec les propriétaires des parcelles concernées par la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg et plus particulièrement avec les demandeurs, de 2011 à 2014. Ainsi, par courrier du 5 janvier 2011, le directeur de la société anonyme informa Monsieur que l'Etat devait acquérir des parcelles dont il est le propriétaire et lui proposa pour l'achat d'une surface totale de 53,40 ares un prix de 2.500 euros par are, respectivement *« un échange de terrains 1 :1 mis au moins équivalent »*, tout en l'informant que l'Etat ne pouvait pas donner de suite à sa proposition consistant en un échange de terrains dans la proportion 1 :10. Par courrier du 28 février 2011, le directeur de la société anonyme s'adressa encore à Monsieur pour l'informer qu'en raison de l'échec de toutes les démarches de l'Etat en vue d'acquérir ses parcelles concernées par la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg, Monsieur Etienne Reuter, président du Comité d'acquisition du ministère des Finances, l'invitait à une ultime réunion le lundi 14 mars 2011, visant à obtenir son accord pour l'achat des parcelles. Par courrier du 9 août 2012 Monsieur informa le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg qu'une lettre recommandée

⁷ cf. Cour adm. 11 décembre 1997, nos. 9805C et 10191C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Expropriation pour cause d'utilité publique, n° 1

concernant le lancement de la procédure d'expropriation lui était parvenue. Dans le même courrier il sollicita un rendez-vous aux fins de trouver éventuellement un arrangement en vue de la vente des parcelles concernées. Il ressort encore des pièces versées au tribunal que par courrier du 9 décembre 2013, le directeur de la société s'adressa à Monsieur, Monsieur Léon et à Madame, en se référant à un entretien du 5 décembre 2013, pour les inviter à une réunion dans les locaux du ministère des Finances en vue d'un « *dernier essai de négociation concernant l'acquisition des emprises dont question, lesquelles s'avèrent indispensables dans le cadre de la suppression du passage à niveau N°7 situé à Schleiwenhaff* ». Par courrier du 20 février 2014, le directeur de la société s'adressa de nouveau à Monsieur pour l'informer que Monsieur Alain Kirsch, représentant du comité d'acquisition du ministère des Finances ainsi que lui-même lui proposaient de « *venir à [sa] rencontre chez [lui] à domicile, pour une ultime réunion qui, nous l'espérons aboutira malgré tout à un accord entre l'Etat et [lui-même]* ».

Il s'ensuit que les consorts, informés individuellement de l'intention de l'Etat d'acquérir des terrains leur appartenant et invités, dans ce contexte, à de nombreuses reprises à des réunions, notamment à des dates auxquelles l'arrêté grand-ducal litigieux avait d'ores et déjà été adopté, ont pu légitimement estimer que le délai du recours contentieux n'avait pas encore expiré, sans qu'on puisse leur faire grief de ne pas s'être régulièrement enquis de la teneur du Mémorial A où l'arrêté litigieux avait été publié.

Le volet de l'article 16 de la loi du 21 juin 1999 prévoyant pour les actes administratifs à caractère réglementaire un délai du recours contentieux de trois mois à partir de la publication de l'acte, doit, au vu des circonstances particulières de la présente affaire et de l'enseignement de l'arrêt précité de la Cour européenne des droits de l'homme, être considéré en l'espèce comme contraire aux exigences de l'article 6, paragraphe. 1^{er} de la CEDH et son application doit partant être écartée. Il s'ensuit que le délai légal de trois mois à partir de la publication de l'acte, en l'occurrence le 3 octobre 2013, pour introduire un recours contentieux contre un acte réglementaire, n'est pas applicable en l'espèce aux demandeurs.

L'article 16 précité de la loi du 21 juin 1999 prévoit encore qu'à défaut de publication, circonstance à laquelle il y a lieu d'ajouter une publication inopérante, le délai d'introduction des recours contre les actes administratifs à caractère réglementaire commence à courir à partir de la notification ou du jour où le requérant en a eu connaissance.

En l'espèce, il ressort certes des pièces versées en cause que les demandeurs ont été informés de l'intention de l'Etat d'acquérir certaines de leurs parcelles, ainsi que du fait qu'une procédure d'expropriation était en cours. Cependant, il ne ressort d'aucun élément soumis au tribunal qu'ils auraient eu connaissance de l'adoption de l'arrêté grand-ducal litigieux du 12 septembre 2013 avant l'assignation en expropriation leur signifiée par acte d'huissier en date du 16 janvier 2015. Il s'ensuit que le délai de recours à l'encontre de l'arrêté litigieux a commencé à courir à l'égard des demandeurs en date du 16 janvier 2015, de sorte que le recours introduit le 9 février 2015 l'a été endéans le susdit délai de trois mois de la prise de connaissance de l'acte. Le moyen d'irrecevabilité pour cause de tardiveté est partant à rejeter pour ne pas être fondé.

La sociétéfait encore valoir que le recours serait irrecevable en ce qu'il serait dirigé à son encontre. Elle explique que ce ne serait pas elle-même, mais bien l'Etat qui aurait été en pourparlers avec les demandeurs en vue de l'achat de certaines de leurs parcelles. Dans le

même contexte, elle excipe que la procédure d'expropriation aurait été lancée à l'initiative de l'Etat et non point par ses soins. Elle conclut que « *sa mise en cause serait irrecevable* ».

Il convient de prime abord de rappeler qu'en matière de contentieux administratif, le litige ne se meut pas entre parties, mais a trait à un acte administratif dont l'annulation, respectivement la réformation est demandée, l'action susceptible d'être portée devant le tribunal administratif n'étant en effet pas dirigée contre les personnes ou autorités auteurs de la décision entreprise, mais contre l'acte attaqué en tant que tel⁸.

Il s'ensuit que la demande tendant à voir déclarer le recours irrecevable dans la mesure où il est dirigé contre la sociétéest à rejeter pour être sans pertinence en l'espèce, étant donné que le recours n'est de toute façon pas dirigé contre ladite société mais contre le seul arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013.

Pour autant que la sociétéait voulu introduire une demande de mise hors cause de sa part, cette dernière est à rejeter, étant donné que ladite société est à considérer comme un tiers intéressé au sens de l'article 4, paragraphe (1) de la loi du 21 juin 1999. Ainsi, quant à la mise en intervention, la loi du 21 juin 1999 précise, dans son article 4, que le requérant est obligé de signifier sa requête à la partie défenderesse et aux tiers intéressés. La mise en intervention d'une partie tierce intéressée s'impose, en effet, chaque fois qu'elle est raisonnablement réalisable, en ce qu'elle tend par essence à éviter une procédure de tierce opposition. C'est le caractère préventif de la mise en intervention qui en justifie sa mise en place à l'encontre des parties tierces intéressées⁹. En l'espèce, même si la sociétén'est ni l'auteur, ni le destinataire de la décision déférée, la solution du présent litige pourrait avoir des incidences à son égard, dans la mesure où elle entend construire et exploiter une ligne de chemin de fer sur les parcelles appartenant aux demandeurs et visées par l'arrêté grand-ducal déféré.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité ayant été invoqué, le recours est recevable, pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes prévues par la loi.

• Quant au fond

Les demandeurs font valoir qu'en application de l'article 3 de la loi du 15 mars 1979, les tribunaux ne pourraient prononcer l'expropriation que sous condition que l'utilité publique aurait été déclarée dans les formes établies par la loi. Ils soulignent que la déclaration d'utilité publique serait un élément fondamental de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. Par ailleurs, la déclaration d'utilité publique serait distincte de l'approbation du plan parcellaire. Or, en l'espèce, l'arrêté grand-ducal déféré du 12 septembre 2013 n'aurait pas déclaré l'utilité publique des travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg, mais se serait contenté d'approuver les plans des parcelles et le tableau des empreintes y relatifs. Ils estiment que l'article 2 de l'arrêté grand-ducal déféré sèmerait l'incertitude quant à la réelle utilité publique justifiant l'expropriation puisqu'il préciserait que les parcelles de terrain dont l'emprise est nécessaire à l'exécution des travaux seraient en tant que besoin expropriées. Les demandeurs concèdent que la mise à double voie

⁸ trib. adm. 30 juillet 1997, n° 9937, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 374, et autres références y citées

⁹ en ce sens : Cour adm. 1^{er} février 2007, n° 21572C et 21712C du rôle, Pas.adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 437 et l'autre référence y citée. Voir également : Encyclopédie Dalloz, Contentieux administratif, V° Intervention, n° 87 et s.

d'une ligne ferroviaire constituerait *a priori* un projet d'intérêt public, mais font valoir qu'il n'en demeurerait pas moins que l'utilité publique devrait être déclarée dans les formes prescrites par la loi, ce qui n'aurait pas été fait en l'espèce. Ils précisent qu'ils auraient été mis dans l'impossibilité de contrôler si les parcelles concernées par l'expropriation seraient strictement nécessaires pour pouvoir réaliser les travaux de mise à double voie, ou si certaines surfaces devraient être expropriées à d'autres fins. Ils citent à titre d'exemple, la situation de la parcelle inscrite au cadastre de la Ville de Luxembourg sous le numéro d'une contenance approximative de 40 ares, 70 centiares. La limite cadastrale de cette parcelle la plus éloignée de la ligne ferroviaire existante se situerait à plus de 100 mètres de celle-ci, ils ne comprendraient dès lors pas pourquoi cette parcelle serait utile aux travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange et devrait être expropriée. Dans le même ordre d'idées, les demandeurs reprochent à l'arrêté grand-ducal déféré d'être entaché d'un détournement de pouvoir, respectivement d'un détournement de procédure. Ils argumentent que les parcelles visées par ledit arrêté grand-ducal ne se situeraient pas aux abords directs de la ligne ferroviaire, ni même parallèlement à cette dernière. Ils affirment pouvoir comprendre qu'une mise à double voie d'une ligne ferroviaire nécessiterait l'expropriation des propriétaires des parcelles situées à dix ou vingt mètres de la ligne ferroviaire. Or, en l'espèce, les parcelles concernées seraient situées à une distance de cent mètres des lignes ferroviaires existantes. Ils soutiennent encore que sous le couvert d'une expropriation en vue de la réalisation de travaux de mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg, l'Etat s'approprierait des terrains nécessaires à la création d'une nouvelle zone d'activités économiques et plus particulièrement pour réaliser l'accès à cette nouvelle zone d'activités.

Tant la société que l'Etat font valoir que les demandeurs auraient affirmé à tort que l'utilité publique de la mise à double voie ferroviaire de Pétange à Luxembourg n'aurait pas été déclarée. Ils expliquent ainsi que l'utilité publique aurait été déclarée par une loi conformément à l'article 4 de la loi du 15 mars 1979, à savoir par la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, désignée ci-après par « la loi du 10 mai 1995 », telle que modifiée par la loi du 24 juillet 2000¹⁰, pris en ses articles 16 et 10. Quant au reproche d'un détournement de pouvoir, la sociétésignale que la charge de la preuve d'un éventuel détournement de pouvoir appartiendrait au demandeur qui devrait établir que l'auteur de la décision incriminée a adopté cette dernière sur base de mobiles et considérations étrangers à ceux officiellement exprimés. En l'espèce, les affirmations des demandeurs selon lesquelles l'Etat tenterait d'acquérir leurs terrains en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques seraient de pures allégations, ce qui serait corroboré par le fait que ledit projet de zone d'activités économiques figurerait dans le projet de plan directeur sectoriel intitulé « zones d'activités économiques » qui aurait été retiré par une décision du gouvernement en conseil du 28 novembre 2014. La partie étatique conteste à son tour tout détournement de pouvoir. Elle précise que les travaux de mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Pétange ne pourraient pas se limiter à la pose d'un second rail parallèle au rail existant, mais devraient être accompagnés de travaux accessoires, tels que la suppression des passages à niveaux existants, la construction d'une nouvelle route passant en-dessous de la voie ferroviaire et la construction d'un bassin de rétention pour garantir l'écoulement des eaux provenant du passage inférieur à construire. Les terrains faisant l'objet de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique seraient partant nécessaires à la réalisation de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de sorte que le moyen afférent des demandeurs serait à rejeter.

¹⁰ Loi du 24 juillet 2000 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dans le cadre de leur mémoire en réplique, les demandeurs reconnaissant qu'il serait « *un fait que l'utilité publique des travaux de mise à double voie de la ligne Pétange à Luxembourg a été déclarée au travers de la loi du 3 juin 2003* » et ils ajoutent qu'ils ne mettent pas en doute la déclaration d'utilité publique relative aux travaux de mise à double voie de la ligne Pétange à Luxembourg. Ils déclarent en revanche contester l'utilité publique de travaux présentés comme étant des accessoires et comme étant une suite nécessaire à la mise à double voie de la ligne ferroviaire. Ces travaux dépasseraient, en effet, le cadre des travaux dont l'utilité publique aurait été déclarée à travers une loi. Dans le même contexte, les demandeurs insistent sur le fait que l'arrêté grand-ducal déféré serait entaché d'un détournement de pouvoir, dans la mesure où, s'il était certes vrai qu'un passage à niveau nécessiterait la création d'une voie passant au-dessus ou en-dessous des infrastructures ferroviaires, il se poserait néanmoins la question de savoir pour quelle raison ledit passage sur ou sous les rails devrait être prolongé sur une centaine de mètres au-delà de ce croisement. Ils affirment que cette prolongation coïnciderait avec la zone d'activité économique projetée à travers le plan sectoriel « zones d'activités économiques », et intitulée « *Luxembourg (ouest/A6 – parties A et C)* ». Les demandeurs estiment que la coïncidence serait troublante entre, d'un côté, ce projet de nouvelle zone d'activité économique et la nécessité de rendre celle-ci accessible et, d'un autre côté, les acquisitions forcées requises par l'Etat. Ils en tirent deux conclusions. D'une part, ils contestent que les terrains référencés par l'arrêté grand-ducal déféré seraient visés par la déclaration d'utilité publique contenue dans la loi du 10 mai 1995 et, d'autre part, ils font de nouveau valoir que l'arrêté grand-ducal déféré serait entaché d'un détournement de pouvoir.

La société répond que la loi du 10 mai 1995 aurait par la suite de nouveau été modifiée par une loi du 3 juin 2003¹¹ dont les travaux préparatoires préciseraient expressément l'envergure des travaux de mise à double voie de la ligne ferroviaire Pétange-Luxembourg, qui impliquerait notamment la suppression de passages à niveau existants ainsi que des travaux en relation avec les ouvrages d'art et l'aménagement de voirie. La société conteste les affirmations des demandeurs relatives à la viabilisation d'une future zone d'activités économiques et signale qu'un passage à niveau consisterait concrètement en un croisement entre une route et une voie de chemin de fer de sorte à nécessiter inévitablement un réaménagement, même sommaire de la voie concernée. Enfin, la société fait valoir que la charge de la preuve d'un détournement de pouvoir incomberait au demandeur invoquant les faits par lui incriminés et qu'en l'espèce, les demandeurs resteraient en défaut de rapporter une telle preuve.

L'Etat conteste l'affirmation selon laquelle il tenterait d'exproprier les demandeurs pour réaliser sur leurs terrains des travaux de viabilisation d'une future zone d'activités économiques. Elle confirme que l'unique but de l'expropriation serait la mise à double voie de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange. Enfin, elle explique n'avoir aucune raison d'exproprier des propriétaires pour un projet sous le couvert d'un projet différent. En effet, si elle devait un jour avoir besoin de parcelles pour la réalisation d'une zone d'activités économiques, elle essaierait de les acquérir et en cas d'échec des négociations, elle intenterait une nouvelle procédure d'expropriation.

Eu égard aux considérations des demandeurs développées dans le cadre de leur mémoire en réplique, le tribunal est amené à constater qu'ils ne contestent ni l'utilité publique

¹¹ Loi du 3 juin 2003 modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

des travaux de mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Pétange, ni le fait que ces travaux aient été déclarés d'utilité publique par la loi du 10 mai 1995 telle que modifiée, de sorte que ces questions ne sont pas litigieuses.

Les parties restent partant en désaccord sur la seule question de savoir si les parcelles retenues par le plan parcellaire, tel qu'approuvé par l'arrêté grand-ducal litigieux, correspondent aux surfaces visées par la déclaration d'utilité publique ou si des surfaces dépassant le cadre de la déclaration d'utilité publique ont été intégrées dans le plan parcellaire. Dans le même ordre d'idées, les parties sont en désaccord sur la question de savoir si l'Etat a commis un détournement de pouvoir, en intégrant dans le plan parcellaire tel qu'approuvé par l'arrêté grand-ducal litigieux des parcelles, destinées, non pas à la réalisation de la mise à double voie de la ligne ferroviaire, mais à la construction d'une nouvelle route desservant une future zone d'activités économiques.

Dans ce contexte il convient néanmoins dans un souci de bonne lisibilité du jugement, de préciser qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 10 mai 1995 : « (...) 2. *Le Gouvernement est autorisé à réaliser les projets d'infrastructure ferroviaire énoncés au programme des investissements repris au paragraphe 3. et concernant la remise en état, la modernisation et l'extension du réseau ferré ainsi que la suppression de lignes. Les projets en question comprennent les études préparatoires et définitives, l'acquisition des terrains et des immeubles bâtis, la construction, le parachèvement et l'équipement des voies, installations de voies et ouvrages d'art, les raccordements à l'infrastructure existante ainsi que le rétablissement des communications interrompues.* ». Le paragraphe 3, cité par le paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du 10 mai 1995, énumère sous son point 2° la « *Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes de ces lignes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et de Rodange.* ». L'article 16 de la même loi dispose quant à lui que : « *Les opérations immobilières qui sont réalisées dans l'intérêt de la mise en œuvre du programme dont question aux paragraphes 2. et 3. de l'article 10 sont reconnues d'utilité publique. (...)* ».

Il suit d'une lecture combinée des articles précités que les travaux de mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Pétange ont été déclarés d'utilité publique par la loi du 10 mai 1995 et ce conformément aux articles 3 et 4 de la loi du 15 mars 1979 selon lesquels les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation que pour autant que l'utilité publique en a été déclarée dans les formes établies par la loi, formes qui consistent, lorsque comme en l'occurrence l'expropriation est poursuivie à la demande de l'Etat, soit dans une loi, soit dans un arrêté grand-ducal pris après délibération du conseil de gouvernement, le Conseil d'Etat entendu.

Par ailleurs, le tribunal tient à préciser qu'il n'est saisi en l'espèce, ni de l'acte de déclaration d'utilité publique, ni de l'acte d'expropriation lui-même, mais du seul arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013 ayant approuvé le plan parcellaire et le tableau des emprises concernant les travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire de Pétange à Luxembourg.

Ledit arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013 contient en annexe le tableau des emprises qu'il approuve et qui renseigne comme parcelles de terrain susceptibles d'être expropriées en vue de la réalisation des travaux de la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Pétange et Luxembourg, les parcelles inscrites au cadastre de la Ville de Luxembourg, section HoE de Merl-Sud, sous les numéros,, et, ainsi que les parcelles

inscrites au cadastre de la commune de, section A, sous les numéros et Les plans parcellaires approuvés également par l'arrêté grand-ducal du 12 septembre 2013 portent sur les mêmes parcelles que celles reprises par le tableau des emprises, tout en indiquant, par ailleurs, sous la rubrique « *Provenance des parcelles* », les mentions : « *partie, partie, partie, partie et partie* ».

Par jugement séparé prononcé en date de ce jour et inscrit sous le numéro 35941 du rôle, le tribunal vient de retenir que la division cadastrale opérée par l'administration du Cadastre et de la Topographie des parcelles des demandeurs constitue un acte définitif, produisant par lui-même des effets juridiques affectant leur situation personnelle ou patrimoniale, de sorte à s'analyser en une décision administrative susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux. Le tribunal a encore retenu que lesdites divisions cadastrales effectuées sur les parcelles inscrites au cadastre de la Ville de Luxembourg, section HoE Merl Sud et de, section A de sous les numéros,,, et et créant les parcelles nouvelles inscrites sous les numéros,,,,,, respectivement,,,, et, encourent l'annulation pour être dépourvues de base légale.

Force est toutefois de constater que le tableau des emprises ainsi que les plans parcellaires approuvés par l'arrêté grand-ducal déféré du 12 septembre 2013 font exclusivement référence aux parcelles issues des divisions cadastrales annulées par le tribunal, à savoir aux parcelles précitées inscrites sous les numéros cadastraux,,,,,, respectivement,,,,,

Il convient donc, avant tout progrès en cause, de soulever d'office la question de l'effet du jugement, inscrit sous le numéro 35941 du rôle, sur la légalité de l'arrêté grand-ducal litigieux du 12 septembre 2013 et de permettre aux parties de prendre successivement position par rapport à cette question moyennant un mémoire supplémentaire à déposer au greffe du tribunal administratif, afin de garantir le respect des droits de la défense ainsi que du principe du contradictoire.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du volet du recours ayant trait à la violation des formes prescrites par la loi ;

se déclare compétent pour le surplus ;

déclare le recours recevable dans cette mesure ;

au fond, et avant tout autre progrès en cause, soulève d'office la question de l'effet du jugement rendu le 12 janvier 2017, inscrit sous le numéro 35941 du rôle, sur la légalité de l'arrêté grand-ducal litigieux du 12 septembre 2013 ;

fixe le délai des consorts représentés par Maître Georges Krieger pour déposer un mémoire supplémentaire ayant comme unique objet de prendre position par rapport à la question soulevée d'office par le tribunal administratif, au **24 février 2017**, à 17.00 heures au plus tard ;

fixe le délai pour la partie étatique, représentée par Maître Patrick Kinsch ainsi que pour la société anonyme, représentée par Maître Christian Jungers pour déposer un mémoire supplémentaire ayant comme unique objet de prendre position par rapport à la question soulevée d'office par le tribunal administratif, au **24 mars 2017**, à 17.00 heures au plus tard ;

fixe l'affaire pour continuation des débats à l'audience publique de la 2^e chambre du tribunal administratif du **12 juin 2017**, 15.00 heures ;

réserve la demande en obtention d'une indemnité de procédure d'un montant de 5.000 euros, formulée par les demandeurs ;

réserve les dépens.

Ainsi jugé par:

Françoise Eberhard, vice-président,
Anne Gosset, premier juge,
Daniel Weber, juge,

et lu à l'audience publique du 12 janvier 2017 par le vice-président, en présence du greffier Goreti Pinto.

s. Goreti Pinto

s. Françoise Eberhard

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 13 janvier 2017
Le Greffier du Tribunal administratif